

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL MEURIOT

Quinze ans d'« Income-tax »

Journal de la société statistique de Paris, tome 54 (1913), p. 187-202

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__187_0

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

II

QUINZE ANS D' « INCOME-TAX »

Cette période de quinze ans que nous avons choisie pour étudier l'assiette et le développement de l'*Income-tax* n'est pas seulement intéressante parce qu'elle nous est contemporaine, mais aussi parce qu'elle correspond à des événements d'une importance capitale dans l'histoire de l'Angleterre. C'est, d'une part, le long gouvernement conservateur des cabinets Salisbury, Balfour (1896-1906), marqué par l'impérialisme, notamment par la guerre du Transvaal, qui greva si lourdement le budget anglais; c'est, d'autre part, le retour aux affaires du parti radical, signalé par des réformes constitutionnelles profondes et des lois sociales, avec leur répercussion inévitable sur les finances publiques. Il s'agit pour nous de voir quel a été, durant cette période, le mouvement de la fortune britannique exprimé par l'*Income-tax*.

I

DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L' « INCOME-TAX »

Une constatation s'impose avant toute autre à notre examen, c'est l'accroissement de l'*Income-tax* et sa proportion toujours plus grande dans les revenus de l'Échiquier. De 1896 à 1914, le total de ces revenus s'élève de 2 milliards 548 millions à 4 milliards 542 millions. Dans cette énorme augmentation, la part de l'*Income-tax* monte elle-même de 400 millions à 1.032. L'ensemble des ressources budgétaires

s'accroît de 80 %; la portion afférente à l'impôt sur le revenu s'accroît de 153 %. La part de l'*Income-tax* dans le total des recettes publiques était de 16 % en 1896; elle passait à 21,8 % en 1905, pour atteindre 22,7 % en 1911. Dans le budget de l'exercice en cours, actuellement, 1912-1913, la part de l'*Income-tax* est de 23,5 %, soit près du quart du revenu total. C'est donc surtout dans la décade 1896-1905 que s'élève beaucoup la part de l'*Income-tax*, et c'est en effet à cet impôt que le parti tory, alors au pouvoir, demandait, avec les douanes, la plus grosse portion des ressources budgétaires. De 1896 à 1905, celles-ci avaient augmenté de 1 milliard 36 millions; sur cette somme, 379 millions ou 36,8 % revenaient à l'*Income-tax*. Au contraire, de 1905 à 1912 (d'après les prévisions budgétaires pour 1912-1913), les recettes progressent de plus de 1 milliard 100 millions (4 milliards 676 millions au lieu de 3 milliards 584 millions); sur ce total, la part de l'*Income-tax* est de 319 millions, soit 29,07 %. C'est sans doute une augmentation énorme, puisqu'elle correspond à une moyenne annuelle de plus de 53 millions au lieu de 38 dans la période 1896-1905; mais, si forte que soit cette progression, elle est, depuis 1906, compensée par celle des droits de succession. Si, depuis 1906, l'*Income-tax* s'est élevé de 780 à 1 milliard 032 millions, les droits de succession produisent 628 millions au lieu de 308, et fournissent cette fois une grosse part des ressources nouvelles exigées par le budget. Leur quote-part dans l'augmentation globale des recettes est de 29 %, au lieu de 1,8 % dans la décade antérieure à 1906. Ainsi se montre un des caractères nouveaux de la politique financière du gouvernement radical.

Mais, que l'on exige plus ou moins de l'impôt sur le revenu, son total ne s'en est pas moins considérablement élevé, et, avec lui, le taux de perception. De 1886 à 1895, il avait oscillé de 6 à 8 d. par livre (soit 2^f 40 à 3^f 20 %); c'était déjà une augmentation sur la décade précédente, où le taux avait varié de 3 à 6 d. par livre. Mais à partir de 1896, la progression est rapide; d'abord stationnaire aux environs de 8 d. par livre (3^f 20 %), de 1896 à 1900, le taux de l'*Income-tax* monte brusquement à 1 sh. par livre, puis à 1 sh. 2 d. en 1901 et à 1 sh. 3 d. en 1902, c'est-à-dire à la cote successive de 4^f 80, 5^f 60 et 6 francs %. Ce dernier chiffre est le maximum atteint par l'*Income-tax* jusqu'à ce jour. Depuis 1902, il s'est abaissé à 11 d. par livre (4^f 40 %), pour se relever en 1905 à 1 sh. (4^f 80 %) et en 1909 à 1 sh. 2 d. (5^f 60 %). C'est donc en somme un taux très élevé, puisqu'il est le quadruple de ce qu'il était il y a quarante ans.

Cependant, quelles qu'aient été les variations de l'*Income-tax*, il n'a été en rien dérogé à son assiette; les exemptions et *abatements* demeurent en substance les mêmes. En effet, l'élargissement ou au moins le maintien des détaxes a toujours paru aux hommes d'État anglais la rançon de l'accroissement de l'impôt lui-même. Ainsi en 1894, lorsque sir William Harcourt augmenta le taux de l'*Income-tax* de 7 à 8 d., il élargit en compensation les catégories de détaxes, en partie ou en totalité. Avant cette date, seuls les revenus au-dessous de 3.750 francs étaient détaxés et on exemptait jusqu'à concurrence de 3.000 francs les revenus de 3.750 à 10.000 francs. A partir de 1894, l'exemption totale embrasse les revenus de moins de 4.000 francs; pareille somme était détaxée pour les revenus de 4.000 à 10.000 francs, et ceux de 10.000 à 12.500 francs ne payaient rien pour une somme de 2.500 francs. Il y avait là une mesure très favorable aux classes moyennes, et nous retrouvons le même caractère dans les *abatements* nouveaux admis en 1899-1900, dans un des budgets

de sir Michael Hicks Beach. L'exemption totale a été maintenue pour les revenus inférieurs à 4.000 francs ; décharge de 4.000 est accordée pour les revenus de 4.000 à 10.000 francs, de 3.750 pour ceux de 10.000 à 12.500 francs, de 3.000 pour ceux de 12.500 à 15.000 francs, et enfin de 1.750 francs pour ceux de 15.000 à 17.500 francs. C'est donc seulement au-dessus de cette dernière somme que le taux de l'impôt joue pleinement. Ainsi, en 1900 comme en 1894, le souci de ménager les classes moyennes demeure le même, ce qui explique comment, malgré ses inconvénients, l'*Income-tax* a pu subsister en Angleterre.

Cette même préoccupation, nous la retrouvons dans les réformes du cabinet actuel, œuvre de M. Lloyd George, et qui constituent la loi de finances du 29 avril 1910. Cette loi a apporté à l'*Income-tax* les changements suivants :

1) A l'*Income-tax* proprement dit, fixé à 1 sh. 2 d. par livre, est ajoutée une surtaxe de 6 d. par livre (2'40 %), pour les revenus dépassant 5.000 livres (125.000 francs), mais les trois premiers milliers sont détaxés ; par exemple, pour un revenu de 5.500 livres (137.500 francs), on paie comme pour 2.500 livres (62.500 francs).

2) Ceux qui ont un revenu de moins de 500 livres (12.500 francs) sont détaxés sur 10 livres par enfant vivant de moins de 16 ans.

3) Ceux qui sont considérés comme vivant de revenus du travail et sont taxés *in respect of earned income*, obtiennent des diminutions sur le taux de l'*Income-tax* : avec un revenu de moins de 2.000 livres, ils paient 9 d. par livre (3'20) et 1 sh. par livre (4'80) pour les revenus de 2.000 à 3.000 livres (50.000 à 75.000 francs).

Comme on voit, le fameux budget Lloyd George ménage non seulement les moyennes, mais déjà d'assez grosses fortunes ; la surtaxe n'atteint qu'un nombre infime de contribuables, 10.287 exactement en 1911 : elle ne devait rapporter que 68.750.000 francs, soit 6,25 % du total de l'*Income-tax*, et était basée sur un revenu de 3 milliards 225 millions, soit 12,4 % du total des revenus soumis à l'impôt.

Étant données les conditions des exemptions et *abatements* dont nous venons de parler, leur total doit être nécessairement élevé. Il l'est en effet et ne cesse de progresser. En 1896, sur un revenu global de 16 milliards 938 millions, l'impôt n'était perçu que sur un revenu de 12 milliards 177 millions de francs ; la détaxe était donc, dans l'ensemble, de 28,04 %. En 1911, le *Gross Income* est de 26 milliards 145 millions ; le revenu imposé est de 17 milliards 266 millions, soit 66 % du total. Ainsi le tiers des revenus, ou 8 milliards 879 millions, échappe à l'impôt. Ce chiffre énorme ne comprend pas que les *déductions* effectuées en totalité sur les revenus inférieurs à 4.000 francs et en partie sur ceux de 4.000 à 17.500 francs, mais encore d'autres catégories de revenus également exemptés, telles que les primes d'assurances sur la vie, les revenus des établissements hospitaliers ou des œuvres de charité, les revenus consacrés à la réparation des immeubles ou à l'entretien de l'outillage industriel.

Le tableau suivant (n° I) indique ces différentes catégories avec la somme des revenus détaxés en 1896 et en 1911. Abstraction faite de la dernière classe, sur laquelle nous n'avons aucune indication précise, le surplus des revenus détaxés est de 2 milliards 953 millions dont la majeure partie revient aux deux premières catégories (exemption et *abatements*), qui forment 66 % des déductions totales, non

compris celle de la dernière classe. A elle seule, la valeur de leur revenu détaxé totalement ou partiellement s'accroît de plus de 1 milliard 800 millions ; cela représente 63 % de l'accroissement total du revenu détaxé, la dernière classe non comprise. Et si, de 1896 à 1911, leur proportion à l'ensemble des revenus détaxés, toujours la dernière catégorie exceptée, a baissé légèrement (de 70 à 63 %), cela tient à l'énorme progression des exemptions accordées, pour l'entretien de l'outillage industriel, notamment.

TABLEAU I

Les déductions à l'« Income-tax » pour différentes catégories (1896-1911)

Catégories	Total du revenu détaxé		Accroissement (1896-1911)	
	en 1896	en 1911	total	pour 100
	en milliers de francs			
1. Petits revenus (moins de 4.000 ^f)	913.000	1.453.000	540.000	59,0
2. <i>Abatements</i> (sur revenus de 4.000 à 17.500 ^f) . .	1.846.000	3.113.000	1.267.000	69,5
3. Primes d'assurances sur la vie	123.800	292.000	168.200	138,0
4. Établissements ou œuvres de charité	161.000	313.000	152.000	94,3
5. Réparation d'immeubles	732.000	1.048.000	316.000	43,3
6. Entretien d'outillage industriel.	123.000	633.000	510.000	406,0
7. Divers et revenus sur lesquels la taxe n'est pas recouvrable	862.000	2.027.000	1.165.000	135,0
	<u>4.761.000</u>	<u>8.879.000</u>	<u>4.118.000</u>	<u>86,7</u>

Nous allons maintenant étudier la répartition de l'*Income-tax* dans chacune des régions du Royaume-Uni, puis nous passerons à l'examen des différentes classes ou cédules de l'impôt.

Examen général des cédules et leur répartition entre les différentes régions du Royaume-Uni

L'ensemble des revenus soumis à l'*Income-tax* est, comme on sait, réparti entre cinq classes, sous la rubrique de cédules : A, B, C, D, E. Les revenus rangés dans chacune de ces classes sont les suivants :

- 1. Revenus tirés de la propriété foncière. = cédule A
- 2. Bénéfices de l'exploitation du sol. = — B
- 3. Revenus des valeurs mobilières anglaises ou étrangères. = — C
- 4. Bénéfices du commerce et de l'industrie. = — D
- 5. Traitements des fonctionnaires ou employés = — E

Entre chacune de ces classes, l'inégalité des revenus est considérable. Dans un pays essentiellement industriel et commerçant comme l'Angleterre, la plus grosse part des revenus appartient à la classe D ; à elle seule, elle atteint un *Gross Income* de 14 milliards 583 millions, soit plus de la moitié (55,84 % exactement) du revenu total du Royaume-Uni. Le second rang revient à la cédule A, avec une somme de 6 milliards 895 millions ; le total des revenus immobiliers représente donc plus du quart de l'ensemble, 26,50 %. Le revenu des traitements, des valeurs mobilières et de l'exploitation du sol représente respectivement 11,46, 4,80 et 1,40 % du revenu total, soit 2 milliards 991 millions, 1 milliard 239 millions et 436 millions.

La progression de ces différentes classes du revenu est aussi fort inégale. La

plus-value la plus sensible se manifeste dans les classes 5 et 4 (Cédules E et D), c'est-à-dire parmi les traitements et les bénéfices industriels : la progression est de 124 et de 63,6 %. Nous verrons ailleurs les causes de ce développement. Pour les cédules A et C (revenus des immeubles et des valeurs mobilières), l'accroissement est encore de 31 et 29 %; mais, par contre, il y a une dépression assez notable sur les revenus provenant de l'exploitation du sol (— 6,50 %).

Ce que nous disons là ne s'applique qu'au revenu brut, mais les proportions diffèrent aussi quant au revenu net, déduction faite du montant des revenus non imposés. La proportion des *déductions*, par rapport au *Gross Income*, varie d'une manière considérable. Dans la classe des revenus mobiliers (Cédule C), la part de déduction est la plus faible. Ici, comme partout, les valeurs mobilières paient toujours, sous prétexte de frapper la richesse acquise. La détaxe n'atteint dans cette catégorie que 11,56 % du revenu, et elle était de 5,70 % en 1896. Elle arrive presque au quart (26,9 %) dans la classe des revenus du commerce et de l'industrie (Cédule D); elle n'était que de 23,8 % il y a quinze ans. Dans les classes A et E (revenus immobiliers et traitements), la détaxe est respectivement de 41,8 et 47,5 %; en 1896, le taux était de 33 et 36,5 %. Enfin, pour les bénéfices de l'exploitation du sol (Cédule B), la détaxe est considérable, 77,5 % : le revenu imposé n'est même pas ici le quart du revenu total.

Pour rendre ces comparaisons plus nettes, nous avons dressé le tableau ci-dessous (n° II) où l'on trouvera, aux dates extrêmes de notre étude, le total par cédule du revenu brut et du revenu net imposé avec le produit de l'impôt. On remarquera qu'il y a plus-value dans toutes les classes de l'impôt, ce qui résulte autant de l'accroissement de la richesse publique que de celui de l'impôt lui-même. Dans l'ensemble, le produit net a bien plus que doublé, et cette augmentation du produit s'accuserait encore bien plus si nous avions pu faire porter notre comparaison sur l'exercice 1911-1912 au lieu de 1910-1911. Sauf pour les revenus de l'exploitation du sol, où la plus-value n'est que de 15 %, partout l'augmentation du produit net est considérable : le maximum est fourni par les revenus du commerce et de l'industrie avec un taux de 158 %. Cette classe donne les deux tiers de la plus-value totale du produit de l'impôt.

TABLEAU II
Revenus soumis à l' « Income-tax » et produit de l'impôt (1896-1911)

Cédules	Revenu brut en mille		Revenu net imposable en mille		Produit net de l'impôt en mille	
	1896	1911	1896	1911	1896	1911 (Exercice 1910-1911)
A. Revenus immobiliers.	5.265.000	6.895.000	3.500.000	3.966.000	117.370	231.500
B. Revenus de l'exploitation du sol. . . .	465.000	436.000	129.400	99.000	4.300	4.960
C. Revenus des valeurs mobilières	963.000	1.239.000	909.000	1.086.000	30.300	63.300
D. Revenus du commerce et de l'industrie . .	8.912.000	14.584.000	6.793.300	10.545.000	219.400	575.000
E. Traitements des fonc- tionnaires	1.333.000	2.991.000	846.000	1.570.000	28.200	65.700
Total.	16.938.000	26.145.000	12.177.700	17.266.000	399.570	940.460 (*)

(*) Ce total diffère de celui donné au tableau suivant parce que, n'ayant pas le produit net par cédules pour l'exercice 1911-1912, nous avons dû prendre celui de l'exercice 1910-1911.

La proportion des différentes régions du Royaume-Uni dans l'*Income-tax* doit être nécessairement inégale, vu leur différence sous le rapport de la richesse et de la population. Mais il importe de noter que leur différence s'accroît surtout dans la période 1906-1911, qui correspond au gouvernement radical actuel (Voir le tableau III).

TABLEAU III

	Produit total de l' <i>Income-tax</i> en mille			Pour 100 de l'ensemble			Plus-value (1896-1911)	
	1896	1905	1911 (Exercice 1911-1912)	1896	1905	1911	totale (en mille)	pour 100
Angleterre et Galles.	345.564	684.743	918.434	86,50	87,67	88,91	572.892	166
Écosse	36.419	71.519	84.315	9,10	9,15	8,17	47.880	131
Irlande.	18.587	25.328	30.045	4,40	3,18	2,92	12.457	70
Le Royaume. . .	309.570	781.590	1.032.794	100 00	100,00	100,00	633.229	129

C'est donc l'Angleterre qui, depuis 1906, subit la plus forte portion de l'accroissement. De 1895 à 1905, sa part dans la plus-value de l'impôt était de 88 %; elle est, de 1905 à 1911, de 93,2 % : autant dire qu'elle supporte presque exclusivement la surcharge de l'*Income-tax*. Pour la période 1896-1911, sa proportion dans l'augmentation du produit global est de 90,4 %. Naturellement, sa quote-part dans le total du Royaume-Uni, si considérable déjà en 1896, n'a fait encore qu'augmenter et près des 89 % de l'impôt sont payés par l'Angleterre (avec Galles).

Dans toutes les cédulas (Voir tableau IV), l'Angleterre a le premier rang et de beaucoup. Pour les raisons que nous reverrons (siège social des banques, etc.), elle figure pour la presque totalité dans la classe des revenus mobiliers (98,44 %). Dans les autres classes sa proportion oscille de 84,82 à 88,06 %; dans une classe seulement, celle des revenus de l'exploitation du sol, la proportion de l'Angleterre est relativement faible, puisqu'elle dépasse à peine 70 %. Cette classe est du reste la seule où, depuis quinze ans, la part de l'Angleterre dans le revenu global ait baissé. C'est aussi la seule où l'Irlande, essentiellement agricole, ait accusé assez notablement sa proportion, qui atteint aujourd'hui près de 20 %. Partout ailleurs, la part de l'Écosse et de l'Irlande a subi une diminution.

La part de l'Écosse diminue, mais moins que celle de l'Irlande. Cette situation ne fait du reste qu'exprimer les relations des diverses parties du Royaume-Uni dans le revenu global et dans le développement de la population. En effet, sur les 26 milliards 145 millions qui constituent actuellement le *Gross Income* estimé du Royaume-Uni, l'Angleterre possède 23 milliards 863 millions ou 86,62 %; l'Écosse, 2 milliards 380 millions ou 9,11 %; l'Irlande, seulement 1 milliard 116 millions ou 4,27 %. Toutefois, le revenu de l'Angleterre proprement dite est forcément exagéré, car d'importantes maisons de commerce et de banque ayant de gros intérêts en Écosse et en Irlande sont imposées en Angleterre, à Londres surtout, où elles ont leur siège social. Quant à la population, la part de l'Angleterre ne cesse d'y accuser sa prépondérance. De 1891 à 1911, sur les 7.500.000 habitants gagnés par l'ensemble des Iles Britanniques, 6.560.000 lui reviennent ou 89 %. Avec ses 36 millions d'habitants, sa proportion à la population totale est de 79,8 au lieu de 76,8 % il y a vingt ans. Au contraire, la part de l'Écosse a baissé de 10,7 à 10,5 % et celle de l'Irlande n'est plus que de 9,7 au lieu de 12,5 % en 1891.

TABLEAU IV

**Proportion pour 100 des régions du Royaume-Uni dans le revenu
(Gross Income) afférent à chaque cédule (1896-1911)**

	Cédule A		Cédule B		Cédule C		Cédule D		Cédule E	
	1896	1911	1896	1911	1896	1911	1896	1911	1896	1911
Angleterre.	84,00	84,82	71,40	70,16	98,31	98,67	86,68	87,34	87,26	88,06
Écosse . .	10,00	9,77	12,40	11,01	»	»	10,18	9,77	8,90	7,85
Irlande . .	6,00	5,41	16,20	19,83	1,59	1,33	3,14	2,89	3,84	4,09
Royaume-Uni.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Si l'on compare le revenu à la population, on a pour le Royaume-Uni une moyenne de 580 francs par tête ; elle était de 423 en 1896 et de 545 en 1905. En Angleterre, le taux par tête était, il y a quinze ans, de 487 francs ; il atteignait 607 en 1905 et s'élève aujourd'hui à 673 francs. En Écosse et en Irlande, le *Gross Income* par tête passait respectivement de 376 et 207 francs en 1894 à 500 et 270 francs en 1911.

II

DES CEDULES EN PARTICULIER

CLASSE I. — *Cédule A.* — Revenus des propriétés du sol, des terrains bâtis, etc.

— Le total du revenu de cette classe est de 6 milliards 895 millions ; il était de 6 milliards 378 millions en 1905 et de 5 milliards 203 millions en 1896 ; sa plus-value est donc, de 1896 à 1911, de 1 milliard 692 millions, soit une moyenne annuelle de près de 112 millions, tandis qu'elle ne dépassait guère 40 millions de 1886 à 1895. Mais, dans cette classe, il faut distinguer le revenu de la terre proprement dit, y compris celui des fermes, et le revenu des immeubles et locaux d'habitation ; quant à celui des châteaux, manoirs, etc., il n'a qu'une mince importance. Il importe de considérer séparément les deux catégories de revenus.

Dans l'ensemble du *Gross Income* de la cédule A, le revenu de la terre est de 1 milliard 318 millions ; il n'a pas varié depuis 1905, mais dans la décade 1896-1905, il avait baissé de 75 millions et de plus de 350 millions de 1880 à 1896. Au contraire, le revenu de la propriété bâtie s'élevait dans de très fortes proportions. De 2 milliards 890 millions en 1880, il passait à 3 milliards 864 millions en 1896 et il atteint aujourd'hui 5 milliards 556 millions. Il a donc, de 1880 à nos jours, réalisé une plus-value de 92,5 %, alors que le revenu de la terre baissait de 25 %. Cette énorme différence est due à des causes très connues et sur lesquelles il est superflu d'insister : la crise de la propriété rurale, la transformation des terrains non bâtis en immeubles, enfin le développement et la plus-value des immeubles, urbains surtout. Aussi, est-ce principalement en Angleterre et en Écosse que l'on constate la dépression des revenus terriens ; depuis 1880, elle est de 22 % en Écosse et de 16,5 % en Angleterre. En Irlande, ce revenu est demeuré presque invariable, ce qui accroît d'autant la part de l'Irlande dans le *Gross Income* terrien du Royaume-Uni. Cependant, depuis 1896, il y a une certaine reprise en Angleterre : le revenu foncier

s'y est accru de 18 millions dans ces quinze dernières années, tandis que la baisse affectait toujours l'Écosse, quoique moins sensiblement que de 1880 à 1896, et qu'une certaine diminution se manifestait aussi en Irlande. Pour le revenu de la propriété bâtie, il y a sans doute aussi une plus-value en Irlande, mais dans l'accroissement global du revenu de cette espèce depuis 1880, soit 2 milliards 681 millions, elle n'entre que pour 55 millions ou 2,11 %. La part de l'Écosse est de 226 millions ou 8,70 %; celle de l'Angleterre, de 2 milliards 400 millions, ou plus de 89 %.

La progression du revenu de la propriété bâtie est liée naturellement à celle de la population urbaine; de là la très grande prédominance de l'Angleterre et de Londres en particulier. Sur les 4 milliards 905 millions du revenu global des immeubles, la part de la capitale est de 1 milliard 230 millions ou 25,8 %, alors que la population de Londres proprement dite (*Inner London*) n'est que 13 % de celle de l'Angleterre. Cependant, cette forte proportion de Londres a baissé depuis quinze ans, elle était alors de 28 %. Cela tient au développement intense de la construction dans les comtés suburbains de la métropole et dans les régions industrielles. En effet, de 1891 à 1901, l'*Inner London* n'avait gagné que 311.000 habitants et la banlieue (*Outer Ring*), 600.000; de 1901 à 1911, toute l'augmentation porte sur la banlieue, car il y a une légère diminution pour le Londres proprement dit. De 1896 à 1911, la valeur du *Gross Income* immobilier à Londres s'est bien élevée de plus de 280 millions, et c'est une proportion de 30,2 %. Mais cette proportion est de 51 % dans le Kent, de 90 dans le Surrey, de 102 dans l'Essex et enfin de 113 dans le Middlesex, tous comtés qui renferment une portion plus ou moins considérable de la banlieue de Londres, et dont l'un, le Middlesex, est totalement englobé dans le *Greater London*. Même au point de vue absolu, la plus-value du revenu de ces quatre comtés suburbains l'emporte sur celle de Londres : elle est de 325 millions contre 284. Hors de l'agglomération londonienne, les augmentations les plus considérables du revenu se rencontrent dans les comtés industriels et peuplés : elle est de 31 et 33 % dans le York et le Lancashire, et de plus de 60 % dans le Durham, le Hamps et le Glamorgan. Sur les 1 milliard 575 millions de revenu gagnés par la propriété bâtie en Angleterre (avec Galles) depuis 1896, l'ensemble des comtés précités en compte près des deux tiers avec 1 milliard 10 millions, dont 610 reviennent à l'agglomération londonienne. De 1891 à 1911, la population totale de l'Angleterre (avec Galles) s'est accrue de 7.073 000 unités. Sur ce chiffre, 4.480.000 appartiennent aux comtés précédents, soit 63,2 %. Ce groupe de population renferme aujourd'hui 73,2 % du revenu immobilier de l'Angleterre, au lieu de 70 % en 1896 et 58,6 % de la population totale au lieu de 51 % il y a vingt ans.

CLASSE II. — Cédule B. — Revenus de l'exploitation du sol, principalement des fermages. — Nous avons déjà dit plus haut que le produit de cette catégorie de revenus était de peu d'importance et qu'il avait d'ailleurs décliné à l'heure actuelle. Ce fait provient de la diminution des bénéfices agricoles et aussi de nombreuses déductions effectuées légalement dans cette espèce de revenus. D'abord, pour les fermages (*occupation of lands*), le revenu n'en est aujourd'hui estimé qu'au tiers de sa valeur, tandis qu'avant 1895, au moins en Angleterre, cette estimation était de la moitié. Aussi le *Gross Income* de la cédule B, qui était de 1 milliard 392 millions en 1895, tombe-t-il brusquement à 470 millions en 1896. Il n'est plus en 1911 que de 436 millions; c'est, des cinq classes de l'*Income-tax*, la seule qui

ait diminué. La réduction, œuvre de la loi de 1895, ne s'applique pas, il est vrai, aux bénéfices tirés de l'élevage et de la culture maraîchère (*nurseries and market gardens*), mais ceux-ci sont fort peu considérables. Enfin, les *déductions*, sur les petits et moyens revenus, sont très élevées dans la cédule B. Elles ne laissent subsister comme revenu imposable que 98 millions, sur les 436 du total, soit seulement 22,5 %. Ce taux est surtout très faible en Irlande, il n'est que de 16,50 % contre 23 et 30,03 % en Angleterre et en Écosse. Notons qu'aucune classe ne comporte une aussi forte proportion d'exemptions pour petits revenus (en dessous de 4.000 francs). Ces exemptions atteignent 84 % de l'ensemble des *déductions* et le taux atteint même 92 % en Irlande. Étant donné cette forte proportion de *déductions*, le *Gross Income* de la cédule B n'entre que pour une part modique dans le total des revenus soumis à l'*Income-tax*. En 1895, cette quote-part était encore de 8,13 %; elle tombe à 2,70 en 1896, pour les raisons que nous venons de dire plus haut; elle n'est plus que de 1,92 en 1905 et s'abaisse aujourd'hui à 1,67 % seulement. En Angleterre, cette proportion n'est que de 1,34 % et en Écosse de 2,10 %, mais elle atteint 7,30 % en Irlande. Dans les trois pays, elle est du reste en baisse sur le taux d'il y a quinze ans.

La diminution du revenu de la classe II serait encore plus considérable, si la dépression du revenu foncier n'était un peu compensée par la hausse du produit de l'élevage et des cultures maraîchères. De 1896 à 1911, ce revenu s'élève de 5.711.000 francs à 11 millions; il a donc presque doublé, tandis que le revenu de l'*occupation of lands* baissait de 7,23 %. Il est vrai que ce revenu ne bénéficiant pas, comme ce dernier, de la réduction au tiers, les fermiers sont taxés de ce chef comme des industriels, et peuvent, dans ce cas, demander leur inscription dans la classe IV (cédule D). Le nombre de ceux qui ont demandé leur *assessment* sous cette cédule est infime. De 431 en 1896, il était tombé à 254 en 1905, et se relève en 1911 à 348, presque exclusivement en Angleterre. Mais le revenu de cette catégorie est en hausse, 482.000 francs au lieu de 250.000, ce qui donne par unité imposée un revenu moyen de 1.387 en 1911 au lieu de 581 en 1896.

CLASSE III. — Cédule C. — Revenu des fonds d'État anglais, coloniaux et étrangers. — Cette classe embrasse donc les revenus mobiliers, mais seulement les fonds d'État ou assimilés de l'Angleterre, de l'Inde et des autres colonies et de l'étranger. Encore n'y sont pas compris les fonds d'État dont les arrérages sont payés chez les banquiers et non par des agents spécialement désignés par l'État intéressé. Ces valeurs, ainsi que d'autres valeurs mobilières, appartiennent à la classe IV et leur revenu, sous le nom global de coupons, y est de 418 millions. A la cédule D se rattachent également les valeurs industrielles. Enfin les revenus des fonds possédés par l'État et par les établissements hospitaliers sont exclus du revenu; c'est un total de 382 millions, soit près du tiers du *Gross Income* de la classe III : 1 milliard 239 millions. Il y a quinze ans, cette somme était de 960 millions, c'est donc un accroissement d'environ 280 millions, et ce n'est pas là un chiffre élevé si on le compare à la richesse de la Grande-Bretagne. Il faut tenir compte sans doute de la baisse des revenus d'État, résultat des conversions, mais aussi de ce fait que les capitaux anglais s'engagent plutôt dans les affaires industrielles : les fonds d'État ou assimilés n'ont pas, comme chez nous, la large clientèle de la petite et de la moyenne épargne. Rien ne prouve mieux la différence de l'état social des deux

pays que le faible total des revenus exemptés *in respect of small income*. Les revenus exemptés, c'est-à-dire d'une somme inférieure à 4.000 francs, ne représentent que 31 millions de francs, soit à peine le huitième du total des déductions afférentes à la cédule C.

Il n'est pas inutile de voir comment se répartissent les fonds d'État dont les revenus constituent la classe III. Le tableau suivant (n° V) indique cette répartition aux trois dates de 1896, 1905 et 1911.

TABLEAU V
Répartition du revenu entre les divers fonds d'État (en francs)

Catégorie des fonds	1896	1905	1911	Accroissement (+) (1896-1911)	
				Total	Pour 100
1. Fonds d'État britannique.	368.000.000	398.000.000	371.000.000	+ 3.000.000	+ 0,90
2. — de l'Inde . .	120.000.000	219.000.000	241.000.000	+ 121.000.000	+ 100,00
3. — des colonies.	263.000.000	339.000.000	386.000.000	+ 123.000.000	+ 46,9
4. — étrangers . .	135.000.000	183.000.000	241.000.000	+ 106.000.000	+ 78,5
Total.	886.000.000	1.139.000.000	1.239.000.000	+ 353.000.000	+ 40,00

Le revenu des fonds anglais ne fait donc qu'un progrès insignifiant, et même il recule sur 1905. En réalité, sa baisse commence à partir de 1903 ; à cette dernière date, ce revenu était de 429 millions ; il a donc, depuis dix ans, décré de près du sixième, il ne forme plus que 30 au lieu de 41,5 % du total en 1896. Il y a quinze ans, la plus grosse part du revenu de la cédule C revenait aux fonds d'État anglais ; aujourd'hui ce sont les fonds coloniaux qui viennent au premier rang. Mais leur progrès est cependant moins sensible que celui des fonds de l'Inde et de l'étranger. La proportion des fonds coloniaux au revenu global demeure à peu près la même en 1911 (31,1 %) qu'en 1896 (30 %), tandis que celle des fonds de l'Inde et des fonds étrangers est aujourd'hui de 18,9 % au lieu de 13,6 et 15,5 % respectivement. Comme les fonds anglais, ceux de l'Inde ont eu une dépression en 1903 ; mais ils ont repris leur marche en avant. Parmi les fonds d'État coloniaux, le plus gros revenu appartient à ceux de l'Australie (ensemble des États du Commonwealth) : il est de 168 millions ou 43,6 % du revenu total des fonds coloniaux ; viennent ensuite le Cap (avec le Transvaal), 63 millions, le Canada et la Nouvelle-Zélande avec 53 et 51 millions.

Dans le revenu total des fonds d'État étrangers, l'Europe ne compte guère que pour le sixième, la part de l'Asie est à peu près du tiers, et la proportion la plus forte (45,6 %) est celle de l'Amérique, à cause de l'abondance des fonds argentins et brésiliens détenus par l'Angleterre. Dans le tableau ci-dessous (n° VI), nous donnons le total comparé en 1896 et en 1911 du revenu des principaux fonds d'État étrangers imposés à la cédule C. On remarquera d'abord que ces fonds sont peu dispersés ; l'ensemble des quatorze États du tableau représente 228 millions sur les 241 du revenu total des fonds d'État étrangers, soit 94,6 %. Avec la décroissance des fonds italiens, espagnols, turcs, égyptiens, etc., il faut noter l'accroissement des fonds brésiliens, argentins, chinois, et, par-dessus tout, japonais ; ceux-ci, à eux seuls, constituent près du cinquième de l'ensemble.

TABLEAU VI

Revenu des principaux fonds d'État étrangers (cédule C)

États	Total du revenu		Accroissement ou diminution (1896-1911)	
	1896	1911		
Europe...	Russie	5.300.000	15.975.000	+ 10.675.000
	Turquie	13.200.000	10.150.000	— 3.050.000
	Grèce	2.950.000	3.400.000	+ 450.000
	Suède	2.650.000	2.325.000	— 275.000
	Italie	6.800.000	1.975.000	— 4.825.000
Asie.....	Espagne	5.250.000	1.950.000	— 3.300.000
	Japon	620.000	46.650.000	+ 46.030.000
Afrique ..	Chine	1.230.000	27.857.000	+ 26.627.000
	Égypte	16.680.000	12.500.000	— 4.180.000
Amérique.	Argentine . . .	21.575.000	38.080.000	+ 16.505.000
	Brésil	13.920.000	32.950.000	+ 19.030.000
	Chili	10.050.000	17.850.000	+ 7.800.000
	Uruguay	14.300.000	8.500.000	— 5.800.000
	Mexique	4.775.000	7.050.000	+ 2.275.000

Mais, pour apprécier ce que l'Angleterre reçoit de l'extérieur, l'*income from abroad*, il ne faut pas considérer que les fonds d'État. Il faut y ajouter les intérêts payés par les Indes et par les colonies, et aussi ceux qui proviennent d'entreprises particulières, chemins de fer par exemple, situées hors de la Grande-Bretagne. C'est cette source de revenus qui a le plus gagné depuis vingt-cinq ans, comme on peut le voir d'après le tableau suivant (n° VII).

TABLEAU VII

Répartition et développement des revenus provenant de l'étranger (en milliers)

	1886	1896	1905	1911	En plus (1886-1911)		Pour 400 du total Combien de chaque espèce	
					Total	Pour 100	1886	1911
Fonds indous . .	194.000	200.000	221.000	241.000	+ 47.000	+ 24,2	17,36	9,55
Fonds d'État (*)	406.000	410.000	551.000	627.000	+ 221.000	+ 54,7	36,54	24,80
Entreprises privées.	512.000	761.000	1.074.000	1.656.000	+ 1.144.000	+ 223,0	46,10	65,65
Total . . .	1.112.000	1.371.000	1.846.000	2.524.000	+ 1.412.000	+ 127,0	100,00	100,00

(*) Colonies et étranger.

Dans l'espace d'un quart de siècle, cette catégorie de revenus a beaucoup plus que doublé, mais le progrès s'accuse très nettement dans ces dernières années, à partir de 1905 ; l'accroissement moyen annuel, qui n'était que de 26 millions de 1886 à 1895 et de 47 millions de 1896 à 1905, s'élève à 67 millions de 1905 à 1911. Et plus nous allons, plus s'accroît la proportion des fonds non publics dans le total du revenu. Sur la plus-value de 1886 à 1911, il leur revient plus de 80 %, et cette proportion est de 85 %, pour la dernière période 1906-1911. A quel capital

correspond tout cet ensemble de revenus? En les capitalisant seulement à 4 %, *in globo*, on arrive à un total de plus de 63 milliards. Telle serait la somme énorme des placements anglais à l'étranger, et leur revenu constitue 9,65 % du *Gross Income* global au lieu de 8,12 % en 1896.

CLASSE IV. — Cédule D. — Revenus du commerce et de l'industrie. — Cette classe, nous l'avons vu au début, forme la plus grosse part du revenu global avec un total de 14 milliards 586 millions, soit plus de la moitié (54 %) du *Gross Income* total. Sa plus-value depuis 1896 est considérable : elle n'est pas de moins de 5 milliards 671 millions, soit de 63 %; elle répond au développement économique du pays dont les exportations de 1896 à 1911 sont passées de 4 milliards 906 millions à 9 milliards 265 millions, soit un progrès de 89 %; c'est une moyenne annuelle de 290 millions. Au contraire, dans la période 1886-1895, la valeur des exportations n'avait annuellement augmenté que de 70 millions; aussi le revenu de la cédule C n'avait-il, de son côté, gagné que 1 milliard 135 millions, soit par an 113 millions au lieu de 290 millions de 1896 à 1911.

La majeure partie des revenus de cette classe est fournie par les professions commerciale et industrielle, y compris le salaire de leurs employés. A elle seule cette catégorie donne un revenu de 10 milliards 396 millions, soit 71,4 % du total. Le reste du *Gross Income* de cette cédule est produit par les bénéfices des chemins de fer, canaux, mines, etc. On y range également les valeurs mobilières anglaises et étrangères, autres que les fonds d'État. Dans l'ensemble de cette classe, la prédominance de l'Angleterre s'accuse encore nettement : ce qui ressort du tableau ci-dessous (n° VIII).

TABLEAU VIII

Total et répartition du « Gross Income » de la cédule D

	1896	1905	1911	Accroissement (1896-1911)		Proportion pour 100 de chaque pays	
				Total	Pour 100	1896	1911
				—	—	—	—
Londres	3.442.000	5.510.000	6.745.000	3.307.000	96,1	40,91	46,20
Angleterre (sans Londres).	3.837.000	5.468.000	5.991.000	2.154.000	56,2	45,60	41,10
Total pour l'Angleterre (avec Galles)	7.279.000	10.978.000	12.736.000	5.461.000	75,0	86,51	87,30
Écosse	850.000	1.318.000	1.427.000	572.000	67,0	10,14	9,78
Irlande	284.000	331.000	418.000	137.000	48,8	3,35	2,92
Royaume-Uni.	8.413.000	12.627.000	14.581.000	6.170.000	73,4	100,00	100,00

Depuis quinze ans, la proportion de l'Angleterre dans le total de la classe III n'a fait encore que s'accroître et elle est due à l'énorme concentration économique et financière dont Londres est le foyer. En 1896, le *Gross Income* de la Cité était de 1 milliard 775 millions et représentait 24,3 % du revenu total de l'Angleterre; aujourd'hui, il est de 3 milliards 543 millions; il a donc doublé depuis 1896 et constitue 28 % du revenu de l'Angleterre seule. Après Londres, les plus gros revenus de la cédule D appartiennent aux comtés populeux du Lancashire et de York avec un *Gross Income* respectif de 1 milliard 627 millions et 940 millions.

Le revenu appartient à des unités de nature différente, particuliers ou collectivités. Les personnes privées sont les plus nombreuses ; elles forment 83,8 % des *assessments* ou des parts contributives, mais le revenu y afférent n'est que de 23 % du revenu global de la classe III. L'ensemble des *assessments* compris sous le nom de *firms* (maisons de commerce) détient un revenu de 2 milliards 081 millions ou 14,4 % du total, inférieur, par conséquent, à celui des *persons* (3 milliards 393 millions). Le revenu des corps appelés *local authorities* et des banques leur est également inférieur, avec un chiffre respectif de 642 millions et 1 milliard 018 millions, mais celui des compagnies chargées d'un service public est au premier rang avec un total de 7 milliards 545 millions, soit un peu plus de moitié du *Gross Income* de la cédule D.

Mais, sous ces diverses rubriques, c'est la masse des bénéfices et salaires qui gagne le plus de 1896 à 1911 : d'un total de 6 milliards 250 millions elle passe à 10 milliards 375 millions, dont 43 % (4 milliards 460 millions) reviennent à Londres. Le revenu des chemins de fer nationaux, qui était de 825 millions en 1886, est de 910 millions en 1896 et de 1 milliard 085 millions en 1911. Dans les mines, la progression est plus marquée : de 190 millions le revenu monte à 303 en 1896 et est aujourd'hui de 483 millions. C'est l'Angleterre, bien entendu, qui détient la très grande partie de ces revenus.

CLASSE V. — Cédule E. — Traitement des fonctionnaires. — Cette classe ne comprend que le traitement des fonctionnaires proprement dits, soit les agents de l'État et des municipalités, etc., en un mot des corps publics. En effet, les émoluments ou salaires des employés des particuliers ou des sociétés figurent dans les revenus de la cédule E.

Nous avons vu, au début de notre étude, la grande progression des revenus de

TABLEAU IX

Revenu comparé de Londres et du Royaume-Uni : cédules A, D, E de l' « Income-tax »

CÉDULES	REVENU TOTAL (en milliers)				PLUS-VALUE (1896-1911)				SUR 100 DU TOTAL COMBIEN POUR				REVENU PAR TÊTE (1911)	
	Londres		Reste du Royaume		Londres		Reste du Royaume		Londres		Le Royaume		Londres	Le Royaume
	1896	1911	1896	1911	Total	Pour 100	Total	Pour 100	1896	1911	1896	1911		
A. Revenus des terres et immeubles.	932.000	1.232.000	4.333.000	5.643.000	300.000	32,1	1.310.000	30,0	17,80	18,00	82,30	82,00	207	141
D. Revenus du commerce et industrie	3.444.000	6.747.000	5.468.000	7.835.000	3.303.000	95,6	2.367.000	45,0	37,63	46,45	62,36	53,55	1.500	196
E. Revenus des fonctions publiques	710.000	1.475.000	623.000	1.516.000	765.000	107,0	893.000	143,0	53,37	49,31	46,63	50,69	328	98
TOTAL	5.086.000	9.454.000	10.424.000	14.994.000	4.368.000	85,9	4.570.000	43,8	33,45	40,32	66,55	59,68	2.101	375

la classe V qui, de 1 milliard 333 millions en 1896 passe aujourd'hui à 2 milliards 994 millions, soit une plus-value de 125 %, la plus forte, proportionnellement, de toutes les classes de l'*Income-tax*. Dans cette même période, en effet, le nombre des

assessments de la cédule E a augmenté de 113 % (522.021 au lieu de 245.555 en 1896), mais, tandis que, de 1896 à 1905, l'accroissement moyen annuel des *assessments* est de 14.100 unités, il est de 22.700 de 1905 à 1911. Faut-il voir, dans cette différence, l'action du parti au pouvoir ? Nous ne saurions l'affirmer. Il peut, d'autre part, y avoir plus d'un *assessment* par personne, car les divers traitements ou allocations qui sont reçus par la même personne sont totalisés pour produire le revenu. Mais ce n'est là, somme toute, qu'une exception. En réalité, le nombre, comme le traitement des fonctionnaires ou salariés des administrations publiques, a dû beaucoup s'accroître. Cela peut sembler étrange, car nous ne sommes pas habitués à entendre parler du fonctionnarisme anglais, mais, cependant, le développement incessant des services publics, et aussi la municipalisation des mêmes services effectuée dans plus d'une grande ville (à Londres, en particulier), tout cela a nécessairement transformé en fonctionnaires les nombreux agents des sociétés privées, chargées des services désormais municipalisés. Aussi est-ce particulièrement en Angleterre que nous trouvons la plus-value des revenus de la classe V : sur un accroissement global de 1 milliard 688 millions, 1 milliard 521 millions ou 91,7 % reviennent à la seule Angleterre. En effet, de 1 milliard 112 millions en 1896, le *Gross Income* de la cédule E, en Angleterre, s'élève à 2 milliards 633 millions, soit une plus-value de 137 % ; en Écosse, elle est de 132 %, en Irlande, seulement de 63 %. Sur le total du revenu, l'Angleterre en détient les neuf dixièmes et Londres, près de la moitié. Enfin, ce qui démontre bien l'accroissement des traitements, c'est que le total des déductions sur les petits revenus n'a pas varié depuis quelques années ; elle ne porte que sur un revenu d'environ 11 millions et demi, soit seulement une proportion de 0,38 % du revenu total au lieu de 0,51 % en 1905.

Il est naturel qu'en sa qualité de capitale et de métropole impériale, Londres détienne une très grosse part du revenu provenant des fonctions publiques. Mais nous avons vu aussi de quelle énorme concentration elle était l'objet pour les revenus résultant de l'activité économique et financière. Nous résumons, pour terminer, l'ensemble de ces revenus (Voir le tableau IX) en les comparant avec ceux du reste du Royaume-Uni pour les cédules A D E ; nous excluons de la comparaison les revenus purement agricoles et ceux des fonds d'État où la répartition n'est pas faite entre Londres et le reste de l'Angleterre. Dans ces conditions, le *Gross Income* de la métropole atteint aujourd'hui près de 9 milliards et demi (9 milliards 454 millions), au lieu de 5 milliards 086 millions en 1896. C'est donc une plus-value de près de 86 %, tandis qu'elle est de moitié (43,8 %) pour le reste du Royaume-Uni. Il y a quinze ans, Londres détenait 33,45 % de l'ensemble de ces trois revenus ; aujourd'hui, ce taux est de 40,32 %. Tandis que le revenu moyen par tête est de 375 francs pour le Royaume sans Londres, il est de 2.100 francs dans la capitale.

CONCLUSION

Quelle conclusion tirer de cette étude que nous venons de faire de l'*Income-tax* et de son développement durant ces quinze dernières années ? Le premier est l'énorme accroissement de la richesse publique et de l'activité économique dont le *Gross Income* est l'expression. Rappelons que la masse du revenu estimé qui, de 1886 à 1896, n'avait gagné que 1 milliard 500 millions à peine, a eu, de 1896 à 1905, une plus-value de plus de 5 milliards et demi et, enfin, de 3 milliards et demi

de 1906 à 1911. Cela joint, comme nous l'avons déjà dit, au progrès du commerce britannique, est la meilleure réponse à opposer aux *tariff reformers* ; il est faux que le régime du *Free Trade* ruine l'Angleterre contemporaine. Mais, d'autre part — et c'est là une deuxième conclusion — l'accroissement de l'impôt a grandi comparativement au total du revenu imposé. De 300 millions de francs en 1886, le produit de l'impôt s'est élevé à 408 millions en 1896, à 780 millions en 1905 et enfin il est estimé, pour l'exercice actuel, à 1 milliard 032 millions. Le produit s'est donc, depuis 1896, élevé de 153 %, tandis que le total imposé ne s'accroissait que de 51,6 %. Et il ne semble pas qu'il soit possible de réduire le taux ni le produit de l'*Income-tax*. En effet, depuis son rétablissement par Robert Peel en 1841, le sort de cet impôt est lié au régime du libre-échange ; il compense, en principe, les détaxes douanières peu à peu supprimées depuis trois quarts de siècle.

Comme le Gouvernement actuel, ni très vraisemblablement un autre, n'ira demander aux impôts indirects les réformes nécessaires aux exigences budgétaires croissantes, il est presque certain que l'*Income-tax* a peu de chance de décroître comme cela est arrivé, à différentes reprises, avant la période qui nous a occupé. D'ailleurs, dans une société comme la société anglaise, où la fortune est peu divisée, le poids de l'impôt ne se fait sentir qu'à un petit nombre de contribuables. Nous avons vu que la somme des revenus exemptés (ceux de moins de 4.000 francs) était de 1.453 millions et avait augmenté de 59 % depuis 1896 ; de même, le total des *abatements* (sur les revenus de 4.000 à 17.500 francs) s'est accru de 69,5 % et le nombre des bénéficiaires est passé de 469.378 à 808.277, soit un accroissement de 72 %. Le revenu exempté était, en 1911, de 4 milliards 566 millions au lieu de 2 milliards 759 millions en 1896 ; c'est une proportion de 17,27 % du *Gross Income* total, au lieu de 15,82 %.

TABLEAU X

Taux comparé de l'impôt payé en Angleterre (d'après l'« *Income-tax* » et en France (taxe sur les valeurs mobilières au porteur)

Sur un revenu de :	Somme payée		Plus-value de l'impôt en France	
	en Angleterre	en France	Total	Pour 100
100 francs		11	»	»
1.000 —	} Néant	110	»	»
4.000 —		440	»	»
10.000 — (détaxe de 4.000 francs) .		336	660	324
12.500 — (— 3.750 —) .	490	970,50	380,50	97,96
15.000 — (— 3.000 —) .	672	1.332	660	98,21
17.500 — (— 1.750 —) .	882	1.747,50	865,50	98,10
25.000 — (sans détaxe)	1.400	2.775	1.375	98,92
250.000 — (avec la surtaxe)	18.200	27.500	9.300	51,10

Et si nous considérons les valeurs mobilières, la modération de l'*Income-tax*, même avec la surtaxe Lloyd George, nous apparaîtra mieux encore. Sur ces valeurs qui représentent pour lui, dit-on, la fortune acquise, mais plus exactement l'épargne en formation, le contribuable français paie 11 % de son revenu (titres au porteur). La taxe en Angleterre n'est que de 5,60 %, soit la moitié, et même, avec la surtaxe, elle ne peut pas dépasser 8 % (5,60 + 2,40), dans son plein rendement, et cela pour des revenus dépassant 125.000 francs. Afin de rendre notre comparaison plus saisissante, nous avons établi ci-dessus (tableau n° X) l'impôt payé dans les

deux pays pour un même revenu donné. Pour les petits revenus, le citoyen anglais ne paie rien ; pour les moyens, sa taxe est moitié de celle du citoyen français et même, pour les gros revenus, nous payons en France plus de 50 % de plus qu'en Angleterre. Avec les valeurs nominatives — mais on sait que, de ce côté, le fisc a d'autres avantages — la taxe française serait encore la plus élevée jusqu'à 15.000 francs de revenu ; mais à partir de ce chiffre elle serait dépassée par l'impôt anglais.

On ne peut donc pas prétendre que l'*Income-tax* ait pris, même aujourd'hui, des proportions exagérées. Il est, pour le budget de nos voisins, une ressource trop précieuse pour ne pas être géré avec prudence. Les hommes d'État anglais l'ont toujours regardé comme la ressource des mauvais jours. C'est une raison de plus pour le ménager dans les bons et, puisqu'il est un peu la poule aux œufs d'or, la sagesse élémentaire commande de ne pas la tuer.

Paul MEURIOT.
